

3- La nécessité, exprimée par la majorité des pays européens, de conserver l'expertise, le savoir-faire et les moyens des Américains en Europe.

4- La conviction que l'Occident, à travers l'OTAN, avait gagné la Guerre froide. Par conséquent, il semblait illogique d'abandonner les structures sécuritaires qui l'ont si bien servi pendant les quarante-cinq dernières années.

Ce sont ces quatre considérations, mises en relation avec la nouvelle définition de la menace et les choix institutionnels qui permettent d'expliquer la tournure des événements.

De tous les choix possibles, celui d'une OTAN réformée et élargie semblait le plus sécuritaire. Simple euphémisme qui masque l'expression "le moins pire des choix". De toutes les solutions, l'OTAN paraissait la seule institution de sécurité qui garantissait ses engagements en vue d'assurer la stabilité en Europe et ce à des coûts relativement peu élevés. Par ailleurs, la mise à jour du contenu de son mandat amenait une panoplie de nouvelles missions ainsi que des réformes. Ce choix fut conforté par les succès de l'application de ces projets, dus à leur implantation graduelle ainsi qu'à une réponse positive constante de la part des membres de l'Alliance, des pays d'Europe centrale et orientale et dans une moindre mesure, des pays eurasiatiques et de la Russie.

Toutefois, la procédure d'élargissement de l'OTAN, avec ses élus et ses exclus, risque fort de créer une Europe à géométrie variable, voire une sécurité à plusieurs vitesses. L'Alliance devra définir clairement les limites de sa capacité à intégrer de nouveaux membres afin d'éviter que son succès ne dissolve ses capacités. La question de la réaction russe dans l'ère post-Elstine se pose. Est-ce que les forces nationalistes russes vont, si elles se rapprochent du pouvoir, se contenter des garanties que lui propose l'Occident? Assisterons-nous à la formation d'une multipolarité véritablement mondiale dont les bases reposeraient sur des blocs régionaux ?